

BIBLIOTHÈQUE AFRICAINE ET MALGACHE
DROIT, SOCIOLOGIE POLITIQUE ET ÉCONOMIE

sous la direction de

P.-F. GONIDEC

Professeur à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne)

TOME XXII

**LE COMITÉ DE DÉCOLONISATION
DES
NATIONS UNIES**

PAR

MAURICE BARBIER

Docteur en études politiques

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris

Diplômé de l'Institut des hautes études internationales de Paris

Assistant à la Faculté de droit et des sciences économiques de Constantine

Préface de

PIERRE GERBET

Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris

Ouvrage publié avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique

P A R I S

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20 et 24, rue Soufflot 75005

1974

BIBLIOTHÈQUE AFRICAINE ET MALGACHE

DROIT, SOCIOLOGIE POLITIQUE ET ÉCONOMIE

sous la direction de

P.-F. GONIDEC

Professeur à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne)

TOME XXII

**LE COMITÉ DE DÉCOLONISATION
DES
NATIONS UNIES**

PAR

MAURICE BARBIER

Docteur en études politiques

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris

Diplômé de l'Institut des hautes études internationales de Paris

Assistant à la Faculté de droit et des sciences économiques de Constantine

Préface de

PIERRE GERBET

Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris

6854K
BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE
DE TIZI-OUZOU
BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE

Ouvrage publié avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique

P A R I S

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20 et 24, rue Soufflot 75005

1974

PREFACE	I
ABREVIATIONS USUELLES	9
INTRODUCTION	11
I. L'O.N.U. et la décolonisation jusqu'en 1960	13
II. Objet et méthode de notre étude	17
—————	
PREMIÈRE PARTIE	
<i>ORIGINES, STRUCTURES ET FONCTIONS DU COMI- TE DE DECOLONISATION</i>	23
CHAPITRE PREMIER	
DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDAN- CE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX ..	25
I. <i>Inscription à l'ordre du jour</i>	26
1. Initiative soviétique	26
a) Lettre de Khrouchtchev	28
b) Discours de Khrouchtchev	31
2. Réactions des délégations	32
a) Hostilité des pays occidentaux	33
b) Appui des pays socialistes	35
c) Réserve des pays afro-asiatiques	35
3. Adoption de l'ordre du jour	37
II. <i>Discussion en séance plénière</i>	40
1. Cadre et acteurs	41
2. Positions en présence	43
a) Position soviétique : condamnation du sys- tème colonial	43

b) Position britannique : acceptation prudente de la décolonisation	44
c) Position afro-asiatique : présentation d'un projet de déclaration	45
3. Attitudes des délégations	46
a) Attitude générale à l'égard du colonialisme : une critique sévère	46
b) Attitude à l'égard du projet soviétique : un soutien faible	47
c) Attitude à l'égard du projet afro-asiatique : un large appui	49
III. Adoption de la Déclaration	51
1. Nouvelles propositions	51
a) Projet du Honduras : création d'une commission de cinq membres	51
b) Amendement du Guatemala : problème des revendications territoriales	53
c) Amendements soviétiques : fixation d'une date limite pour l'indépendance	54
2. Résultats des votes	55
a) Rejet du projet soviétique	55
b) Rejet des amendements soviétiques	62
c) Adoption du projet afro-asiatique	69
3. Analyse de la Déclaration	74
a) Fondements juridiques et politiques	74
b) Dispositions particulières	76
c) Valeur juridique et portée politique	78
Annexe : Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	81
 <i>CHAPITRE DEUXIEME</i>	
CREATION DU COMITE DE DECOLONISATION	84
I. Inscription à l'ordre du jour	86
1. Initiative soviétique	86

2. Fixation de l'ordre du jour	89
II. Positions en présence	90
1. Projet de l'Union soviétique: création d'une commission tripartite	91
2. Projet du Nigéria : priorité à la décolonisation en Afrique	93
3. Projet du groupe afro-asiatique : création d'un comité de dix-sept membres	94
4. Projet du Mexique : création d'un comité spécial	98
III. Adoption du projet afro-asiatique	99
Annexe : Résolution créant le Comité de décolonisation	104
 <i>CHAPITRE TROISIEME</i>	
STRUCTURE DU COMITE	107
I. Composition du Comité	107
1. Les membres du Comité	107
a) Elargissement du Comité	108
b) Remplacement de membres	110
2. Les délégations du Comité	115
a) Importance des délégations	116
b) Evolution des délégations	120
II. Organisation du Comité	124
1. Organes de direction et d'orientation	124
a) Bureau du Comité	124
b) Groupe de travail	127
2. Organes de préparation et d'exécution	129
a) Sous-comités du questionnaire et des pétitions	129
b) Sous-comités régionaux	132
c) Sous-comités spéciaux	136
III. Principales figures du Comité	142
1. Présidents du Comité	143
2. Autres délégués	145

CHAPITRE QUATRIÈME

MISSION DU COMITE	149
I. <i>Mandat du Comité</i>	149
1. Mandat primitif	149
2. Elargissement du mandat	151
a) Elargissement direct	151
b) Elargissement indirect	154
3. Tâches nouvelles	156
a) Vingtième session	156
b) Vingt-deuxième session	158
II. <i>Domaine d'action</i>	160
1. Liste des territoires coloniaux	160
2. Problèmes particuliers	163
a) Territoires contestés	165
b) Territoires ajoutés	166
c) Territoires en suspens	167
CHAPITRE CINQUIÈME	
METHODES DU COMITE	171
I. <i>Règles de fonctionnement</i>	171
1. Règlement intérieur	171
2. Procédure de décision	172
3. Préparation du travail	175
4. Documentation du Comité	178
II. <i>Moyens d'action</i>	180
1. Sessions et séances du Comité	180
2. Voyages en Afrique	183
3. Pétitions écrites et orales	190
4. Missions de visite	194
5. Décisions du Comité	198

6. Informations sur les activités du Comité	203
7. Budget du Comité	207

CHAPITRE SIXIÈME

RELATIONS DU COMITE AVEC LES AUTRES ORGANISMES INTERNATIONAUX	210
I. <i>Relations avec les autres organes de l'O.N.U.</i>	210
1. Relations avec l'Assemblée générale	210
2. Relations avec le Conseil de sécurité	212
3. Relations avec le Conseil de tutelle et le Conseil économique	217
4. Relations avec le Secrétariat	219
5. Relations avec les organes subsidiaires	221
II. <i>Relations avec les institutions spécialisées</i>	223
1. Demandes adressées aux institutions spécialisées	225
2. Réponses des institutions spécialisées	228
3. Problèmes rencontrés par les institutions spécialisées	231
a) Difficultés générales	232
b) Cas de la B.I.R.D.	233
III. <i>Relations avec les autres organisations internationales</i>	236
1. Coopération avec les organisations régionales ..	236
2. Participation à des activités internationales	238

DEUXIÈME PARTIE

ACTION DU COMITE DE DECOLONISATION	243
CHAPITRE PRELIMINAIRE	
CADRE GENERAL DE L'ACTION DU COMITE	245

I. <i>Attitudes des membres du Comité</i>	245
1. Pays afro-asiatiques	247
a) Pays asiatiques	250
b) Pays africains	251
2. Pays socialistes	254
3. Pays latino-américains	256
4. Pays occidentaux	259
a) Puissances coloniales	260
b) Autres pays occidentaux	262
II. <i>Attitudes des puissances administrantes</i>	264
1. Coopération totale	264
2. Coopération partielle	265
3. Refus de coopération	266
III. <i>Etudes générales du Comité</i>	267
1. Intérêts économiques étrangers	268
2. Activités militaires des puissances administrantes	272
TITRE PREMIER	
<i>ACTION DU COMITE EN FONCTION DE LA COOPERATION DES PUISSANCES ADMINISTRANTES</i>	277
CHAPITRE PREMIER	
CAS DE COOPERATION TOTALE: LA GUINEE EQUATORIALE	279
Un territoire sans unité naturelle	279
I. <i>Première période : le Comité face au régime d'autonomie</i> (septembre 1963-décembre 1965)	283
1. Premiers débats du Comité	283
2. Référendum de 1963	284
3. Pression croissante de l'O.N.U.	285

II. <i>Deuxième période : le sous-comité de la Guinée équatoriale</i> (juin-décembre 1966)	286
1. Création du sous-comité	287
2. Visite du sous-comité dans le territoire	288
3. Décisions de l'Assemblée générale	291
III. <i>Troisième période : intervention de l'O.N.U. dans le processus de décolonisation</i> (septembre 1967-octobre 1968)	292
1. Le Comité et la réunion de la conférence constitutionnelle	292
2. Le Comité et la reprise de la conférence constitutionnelle	294
3. La Mission de l'O.N.U. en Guinée équatoriale ..	296
CHAPITRE DEUXIEME	
CAS DE COOPERATION PARTIELLE : ADEN	300
Un territoire étroitement contrôlé par la Grande-Bretagne	300
1. Aden	300
2. Protectorat d'Arabie du Sud	302
3. Fédération d'Arabie du Sud	303
I. <i>Première période : opposition du Royaume-Uni</i> (avril 1963-novembre 1964)	305
1. Pressions du Comité sur le Royaume-Uni	305
a) Premiers débats du Comité	305
b) Création du sous-comité d'Aden	307
2. Voyage du sous-comité d'Aden au Moyen-Orient	308
3. Décisions du Comité et de l'Assemblée générale	310
4. Création d'un nouveau sous-comité	312
5. Voyage du sous-comité au Caire	315
II. <i>Deuxième période : évolution du Royaume-Uni</i> (novembre 1964-avril 1966)	318
1. Evolution du territoire	318

2. Action du sous-comité et du Comité	320
3. Nouvelle évolution du territoire	323
4. Interventions du Comité et de l'Assemblée générale	324
III. <i>Troisième période : coopération du Royaume-Uni</i> (mai 1966-novembre 1967)	327
1. Action du Comité	327
a) Examen de la situation du territoire	327
b) Création de la Mission spéciale d'Aden	329
2. Action de la Mission spéciale d'Aden	333
a) De Londres à Aden	334
b) De Genève à New York	336
c) De Genève au Caire	338
d) Epilogue	339

CHAPITRE TROISIEME

CAS DE REFUS DE COOPERATION : LES TERRITOIRES PORTUGAIS	343
Un immense empire colonial ébranlé par les mouvements de libération	343
I. <i>Première période : opposition du Portugal</i> (juin 1962-décembre 1964)	350
1. Examen du Mozambique et de l'Angola	350
a) Cas du Mozambique	350
b) Cas de l'Angola	352
c) Décisions de l'Assemblée générale	353
2. Echec des tentatives de négociations	353
a) Essai de contact avec le Portugal	354
b) Appel au Conseil de Sécurité	355
3. Maintien des positions du Comité	356
a) Réformes dans les territoires	356
b) Nouvelles condamnations du Portugal	358

II. <i>Deuxième période : escalade du Comité</i> (janvier 1965-décembre 1967)	359
1. Durcissement des positions du Comité	359
a) Aggravation de la situation dans les territoires	359
b) Mesures énergiques du Comité	361
c) Condamnation des intérêts économiques étrangers	363
d) Interventions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale	366
2. Nouvelles pressions du Comité	367
a) Nouvelles mesures du Comité	368
b) Nouvelle condamnation des intérêts économiques étrangers	370
3. Réaffirmation des positions du Comité	371
III. <i>Troisième période : essoufflement du Comité</i> (janvier 1968-décembre 1970)	375
1. De la condamnation au réalisme	375
a) Détérioration de la situation dans les territoires	375
b) Condamnation des méthodes du Portugal ..	377
c) Modération de l'Assemblée générale	378
2. Fermeté et modération de l'O.N.U.	379
a) Maintien de la politique coloniale portugaise ..	379
b) Nouvelles condamnations du Portugal	381
c) Interventions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité	382
3. Vers la désescalade	383
a) Evolution des territoires	383
b) Conférence de Rome	384
c) Modération du Comité	385

CHAPITRE QUATRIEME

CAS DE REFUS DE COOPERATION : LE SUD-OUEST AFRICAIN	389
---	-----

Un territoire sous mandat dominé par l'Afrique du Sud	389
I. <i>Première période : hostilité croissante à la politique de l'Afrique du Sud</i> (mai 1962-décembre 1965)	393
1. Demande de mesures concrètes	394
2. Opposition à l'annexion et appel au Conseil de sécurité	395
3. Condamnation du rapport Odendaal	398
4. Condamnation des intérêts économiques étrangers	400
5. Opposition aux activités militaires de l'Afrique du Sud	402
II. <i>Deuxième période : abrogation du mandat et administration du territoire par l'O.N.U.</i> (janvier 1966-décembre 1967)	404
1. Conférence d'Oxford et création d'un sous-comité	405
2. Arrêt de la Cour et abrogation du mandat	407
3. Création d'un Conseil pour le Sud-Ouest africain et condamnation du plan Odendaal	411
4. Appels humanitaires de l'O.N.U.	412
III. <i>Troisième période : inefficacité et impuissance de l'O.N.U.</i> (janvier 1968-décembre 1970)	414
1. Nouvelles condamnations de l'Afrique du Sud	414
2. Critique du Comité et intervention du Conseil de sécurité	418
3. L'O.N.U. dans l'impasse	422
TITRE DEUXIÈME	
ACTION DU COMITE EN FONCTION DE LA SITUATION INTERIEURE DES TERRITOIRES	427
CHAPITRE PREMIER	
TERRITOIRES SANS DIFFICULTES SERIEUSES : KENYA, NYASSALAND, RHODESIE DU NORD, MALTE ET GAMBIE	429
I. <i>Kenya</i>	429

II. <i>Nyassaland</i>	433
III. <i>Rhodésie du Nord</i>	436
1. Les Européens au pouvoir	438
2. Les Africains au pouvoir	440
IV. <i>Malte</i>	441
V. <i>Gambie</i>	444
CHAPITRE DEUXIEME	
CAS D'USURPATION DES COLONS : LA RHODESIE DU SUD	448
Un territoire dominé par la minorité blanche	448
I. <i>Première période : marche vers l'indépendance</i> (mars 1962-décembre 1964)	452
1. Controverse sur le statut du territoire	452
a) Envoi d'un sous-comité à Londres	452
b) Intervention de l'Assemblée générale	455
2. Pressions sur le Royaume-Uni	457
a) Envoi d'un sous-comité à Londres	457
b) Interventions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale	460
3. Nouveaux appels au Royaume-Uni	461
a) Mise en garde et appels humanitaires	461
b) Envoi d'un sous-comité à Londres	465
c) Evolution de la situation dans le territoire ..	466
II. <i>Deuxième période : proclamation de l'indépendance</i> (janvier 1965-décembre 1966)	469
1. Préparation immédiate de l'indépendance	469
a) Opposition du Comité au élections	469
b) Derniers appels au Royaume--Uni	471
2. Déclaration unilatérale d'indépendance	474
a) Avertissement de l'Assemblée générale au Royaume-Uni	474

b) Réactions de l'O.N.U. à la déclaration d'indépendance	476
3. Mesures contre la Rhodésie	477
a) Application des sanctions	478
b) Appel à la force	480
4. Nouvelles décisions contre la Rhodésie	484
a) Condamnation des intérêts économiques étrangers	484
b) Adoption de sanctions obligatoires	486
III. Troisième période : organisation de l'indépendance (janvier 1967-décembre 1970)	488
1. Durcissement des positions de l'O.N.U.	488
a) Nouvel appel à la force	488
b) Condamnation des exécutions capitales	490
c) Adoption de sanctions générales et obligatoires	492
2. Consolidation du régime rhodésien	494
a) Opposition à la politique raciste	495
b) Demande de sanctions contre l'Afrique du Sud et le Portugal	498
c) Condamnation de la proclamation de la République	499

CHAPITRE TROISIEME

CAS DE CONFLIT ENTRE DEUX GROUPES ETHNIQUES : ZANZIBAR, LA GUYANE BRITANNIQUE ET LES ILES FIDJI

I. Zanzibar	506
II. Guyane britannique	510
Un territoire miné par les rivalités internes	510
1. Première période: action pour une indépendance rapide (juillet 1962-décembre 1963)	513
a) Pression du Comité sur le Royaume-Uni	513
b) Création d'un sous-comité de bons offices ..	515
c) Action du sous-comité en 1963	516
2. Deuxième période : application des décisions britanniques (janvier 1964-décembre 1965)	519

a) Action du Comité avant les élections	519
b) Rôle de l'O.N.U. après les élections	522
III. Iles Fidji	526
Un territoire formé de deux communautés séparées	526
1. Pressions sur le Royaume-Uni (juin 1963-décembre 1965)	528
2. Création d'un sous-comité (mai 1966-octobre 1970)	531
CHAPITRE QUATRIEME	
CAS DE CONFLIT ENTRE FORCES TRADITIONNELLES ET NATIONALISTES : LE BASSOUTOLAND, LE BETCHOUANALAND ET LE SOUAZILAND	536
Trois territoires soumis à la Grande-Bretagne et convoités par l'Afrique du Sud	536
1. Bassoutoland	537
2. Betchouanaland	539
3. Souaziland	540
I. Première période : pressions pour l'indépendance (mai 1962-décembre 1964)	542
1. Recommandations sur la situation constitutionnelle et économique des territoires	542
2. Demande d'envoi d'observateurs de l'O.N.U. dans les territoires	544
3. Evolution des territoires et demandes du Comité	546
a) Evolution constitutionnelle des territoires ..	546
b) Demandes du Comité	548
II. Deuxième période : préparation de l'indépendance (janvier-décembre 1965)	549
1. Evolution des territoires	550
2. Appel au Conseil de sécurité	551

3. Création d'un fonds de développement économique	552
III. <i>Troisième période : accession à l'indépendance</i> (janvier 1966-septembre 1968)	553
1. Vers l'indépendance du Bassoutoland et du Betchouanaland	554
a) Evolution des territoires	554
b) Création d'un sous-comité	555
c) Difficultés au Bassoutoland	556
d) Approbation des recommandations du sous-comité	557
2. Vers l'indépendance du Souaziland	559
a) Protection de l'indépendance économique et politique du territoire	559
b) Problème des terres enlevées aux indigènes	560

CHAPITRE CINQUIEME

TERRITOIRES EN LITIGE : GIBRALTAR, IFNI, SAHARA ESPAGNOL, ILES FALKLAND ET HONDURAS BRITANNIQUE	564
I. <i>Gibraltar</i>	565
Un rocher revendiqué par l'Espagne	565
1. Recherche d'une solution négociée (septembre 1963-décembre 1966)	567
a) Position du problème	567
b) Invitation à négocier	568
2. De la critique à l'inaction (janvier 1967-décembre 1970)	571
a) Critique du référendum	571
b) Inaction du Comité	574
II. <i>Ifni et Sahara espagnol</i>	576
Une enclave revendiquée par le Maroc et un désert convoité par le Maroc et la Mauritanie	576

1. Pressions sur l'Espagne (septembre 1963-décembre 1965)	577
2. Invitation à négocier et à organiser un référendum (juin 1966-décembre 1970)	578
III. <i>Iles Falkland</i>	583
IV. <i>Honduras britannique</i>	584
 <i>CHAPITRE SIXIEME</i>	
PETITS TERRITOIRES	588
I. <i>Territoires de l'Océan Indien</i>	589
1. Ile Maurice, Seychelles et Sainte-Hélène	589
2. Côte française des Somalis	593
II. <i>Territoires du Pacifique</i>	599
1. Territoires néo-zélandais	599
2. Territoires britanniques	603
3. Territoires américains	606
4. Territoires australiens	609
III. <i>Territoires des Antilles</i>	612
1. Action générale du Comité	614
2. Problèmes des six territoires associés	617
3. Sécession d'Anguilla	619
CONCLUSION	623
I. Bilan de l'action du Comité	625
II. Dixième anniversaire de la Déclaration de 1960 ..	628
III. Le Comité dans l'impasse	630

BIBLIOGRAPHIE	635
I. Documents officiels de l'O.N.U.	635
1. Documents du Comité	635
2. Autres documents	636
II. L'O.N.U. et la décolonisation	638
1. Ouvrages généraux sur l'O.N.U. et les problèmes coloniaux	638
2. Déclaration sur l'octroi de l'indépendance	641
3. Rôle de l'O.N.U. dans la décolonisation	643
4. Attitudes des Etats à l'égard de la décolonisation	647
5. Comité de décolonisation	650
III. Territoires coloniaux examinés par le Comité	653
1. Guinée équatoriale	653
2. Aden	655
3. Territoires portugais	658
a) Généralités	658
b) Politique coloniale portugaise	659
c) Révolte des territoires portugais	661
d) Angola	662
e) Mozambique	663
f) Guinée-Bissau, Cap-Vert et São Tomé	664
g) L'O.N.U. et les territoires portugais	665
4. Sud-Ouest africain	667
a) Généralités	667
b) Statut juridique du Sud-Ouest africain	668
c) Rôle de la Cour internationale de justice	669
d) L'O.N.U. et le Sud-Ouest africain	672
5. Kenya	673
6. Nyassaland et Rhodésie du Nord	674
a) Fédération d'Afrique centrale	674
b) Nyassaland (Malawi)	674
c) Rhodésie du Nord (Zambie)	675

7. Malte	675
8. Gambie	676
9. Rhodésie du Sud	676
a) Evolution de la Rhodésie du Sud	676
b) Mouvements nationalistes de la Rhodésie du Sud	679
c) L'O.N.U. et la Rhodésie du Sud	680
10. Zanzibar	682
11. Guyane britannique	682
12. Iles Fidji	685
13. Bassoutoland, Betchouanaland et Souaziland ..	686
a) Etudes communes aux trois territoires	686
b) Bassoutoland (Lesotho)	688
c) Betchouanaland (Botswana)	689
d) Souaziland	689
e) Action de l'O.N.U.	690
14. Gibraltar	690
15. Ifni et Sahara espagnol	693
a) Ifni	693
b) Sahara espagnol	693
16. Iles Falkland	694
17. Honduras britannique	694
18. Ile Maurice, Seychelles et Sainte-Hélène	695
19. Côte française des Somalis	696
20. Territoires du Pacifique	697
a) Territoires néo-zélandais	697
b) Territoires britanniques	697
c) Territoires américains	697
d) Territoires australiens	698
21. Territoires des Antilles	699
Tableau des territoires examinés par le Comité	703
Index analytique	705
Cartes	731